

I. N. A. O.	
COMMISSION PERMANENTE DU COMITE NATIONAL DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE	
Commission Nationale "Economie"	
Point d'information sur les travaux menés par la Commission nationale "Economie" de l'Institut	
2016-CP1QD1	22 septembre 2016

La commission nationale "Economie" s'est réunie à cinq reprises depuis sa nomination par le Conseil permanent.

Au vu du nombre important de missions qui lui sont confiées, elle a souhaité aborder en priorité les sujets suivants :

- les conditions de la contribution d'un SIQO à la création de la valeur dans une filière, dans un territoire ;
- la formulation de recommandations aux comités nationaux sur les éléments devant figurer dans l'étude d'impact devant accompagner une demande de reconnaissance ou de modification d'un SIQO ;
- les données notamment statistiques permettant d'apprécier la situation économique d'un SIQO, notamment la création et le partage de valeur ;
- les outils permettant de réunir les données économiques sur les SIQO reconnus.

Pour cela, elle est partie de l'analyse des facteurs de réussite ou d'échec économique d'un SIQO, et de présentations d'experts de l'INRA sur le fonctionnement économique des SIQO.

A – Contenu de l'impact économique d'un projet de reconnaissance d'un SIQO

Ces éléments ont conduit à identifier cinq thématiques permettant de caractériser le fonctionnement économique du projet présenté à l'INAO, au moment du dépôt du projet et dans les évolutions envisagées par le porteur de projet.

Trois thématiques concernent directement le SIQO et sa filière :

- le produit ;
- la filière ;
- les marchés.

Deux thématiques concernent les dynamiques existantes chez les opérateurs comme sur le territoire concerné par le projet :

- la dynamique des acteurs ;
- la dynamique territoriale.

La première partie du rapport détaille ces différentes thématiques. La commission nationale a conscience qu'un porteur de projet pourra difficilement présenter une étude répondant exhaustivement à tous les éléments figurant dans ce document. Mais elle considère qu'il sera très positif pour le groupement demandeur d'aborder l'ensemble des questions et d'essayer d'y répondre, en tout premier lieu celles relatives au SIQO et à sa filière. De plus, ces éléments permettront aux Comités nationaux de mieux appréhender la réalité économique du produit et son potentiel d'évolution.

La commission nationale a proposé que chaque Comité national prenne connaissance du document et envisage les adaptations nécessaires aux filières concernées, et, le cas échéant, les thèmes prioritaires que le demandeur doit développer.

Le Conseil permanent a pris connaissance des recommandations de la commission nationale "Economie" lors de la séance du 26 mai 2016.

Il a décidé de leur transmission aux Comités nationaux, à la fois pour leur information, mais aussi si nécessaire pour adapter le contenu de l'étude d'impact aux filières concernées.

Cette information doit être portée à la connaissance des groupements demandeurs d'une reconnaissance d'un SIQO, et des ODG demandant la modification d'un cahier des charges existant.

B – Variables-clés pour la description et l'évaluation de l'économie des SIQO

La question de l'évaluation de la valorisation et de l'impact économique des SIQO, que ce soit au niveau local, régional ou national, est au cœur des missions de la commission nationale "économie".

Elle a donc souhaité dresser une première liste de données qu'elle juge nécessaire pour que cette évaluation puisse être menée (voir point B du rapport en annexe).

Le Conseil permanent a pris connaissance des recommandations de la commission nationale "Economie" lors de la séance du 26 mai 2016.

QUESTIONS POSEES AU COMITE NATIONAL

Le comité national est invité à prendre connaissance de la présente note.

Commission nationale « économie »

Rapport n°1

Composition de la commission : Jean-Louis PITON (Président), Nathalie CAUMETTE, Luc DONGÉ, Jean-Marc LEVÊQUE, Eric PAUL, Thomas PELLETIER, Charles PERRAUD, Yann SCHYLLER, Bernard TAUZIA.

Les premiers travaux de la commission nationale « économie » ont porté sur le « fonctionnement économique d'un SIQO et d'une filière SIQO », en approfondissant les « facteurs de réussite » d'une telle filière. Ces travaux conduisent la commission à proposer au Conseil permanent des recommandations en matière d'étude d'impact économique d'un projet de reconnaissance d'un SIQO, et en matière de données économiques relatives aux SIQO devant faire l'objet d'un suivi régulier.

A – Le contenu de l'étude d'impact économique d'un projet de reconnaissance d'un SIQO

L'expression « étude d'impact économique » est reprise des directives approuvées par le Conseil permanent en matière de procédures de reconnaissance d'un SIQO : le dossier déposé par le demandeur pour la reconnaissance d'un SIQO doit comprendre « l'impact technique et économique du projet ». Pour la commission nationale, il s'agit avant tout aujourd'hui de fournir une trame de questionnements pertinents au demandeur de reconnaissance d'un SIQO sur les éléments de la situation économique du produit, de la filière et du territoire candidat, en essayant d'apporter les éléments de réponse correspondant à la situation actuelle, et ceux qui constituent des objectifs à moyen-long terme.

La commission propose de retenir deux groupes d'éléments :

- des descriptifs du SIQO et de sa filière, visant à permettre au Comité national chargé d'instruire la demande de disposer des données actuelle sur l'économie du produit et si possible des perspectives envisagées par le demandeur sur ces données ;
- des éléments complémentaires, servant à élargir l'approche au-delà de la seule économie du produit à des thématiques relatives aux dynamiques des acteurs et aux dynamiques territoriales.

I – Eléments descriptifs du SIQO et de sa filière

1. Le produit et son nom (IG)

- Eléments caractérisant le produit (ou la gamme de produits), permettant de le différencier par rapport aux produits « concurrents » (substituables sur un segment de marché donné). Ce point peut avoir des contenus différents selon les SIQO : certains segmentent (donc pas de substituable), d'autres permettent une différenciation intra segment ;
- Principaux éléments du cahier des charges contribuant à cette différenciation ;
- Existence et nature de coûts additionnels spécifiques liés à ces éléments du cahier des charges ;

- Eléments relatifs à la notoriété/réputation du produit et à la notoriété du nom (IG) permettant une "distinction" sur les marchés ;
- Risques d'usurpation et de détournement de cette notoriété ;
- Outils de maîtrise/contrôle des éléments de différenciation.

2. L'organisation de la filière qui porte le projet

- Catégories d'opérateurs concernés par le cahier des charges ;
- Capacité des opérateurs à satisfaire les niveaux d'exigences liées au projet de cahier des charges ;
- Par catégorie : nombre d'opérateurs, taille des opérateurs (présents sur le territoire envisagé ; membres de l'organisme demandeur) ;
- Gouvernance de la filière : rôles des différentes catégories d'opérateurs, relations entre catégories (relations contractuelles, règles et niveaux de transaction...), existence d'un dispositif de régulation de l'offre...
- Description de la mise en marché (nombre d'acteurs, taille, lieu d'activité), existence d'une interprofession au sens du code rural (ex loi de 1975) avec quelles compétences ;
- Place du demandeur dans la gouvernance de la filière, les relations entre opérateurs, la régulation si elle existe ;
- Explicitation de la stratégie collective (motivations du projet).

3. Les marchés

- Marchés actuels, marchés visés, en type de consommateurs, en localisation (du local à l'exportation pays tiers), en type de présentation, en quantité et en positionnement prix ;
- circuits de commercialisation, y compris restauration, localisation ;
- Fourchettes de prix par circuit de commercialisation ;
- Existence de marques leader sur le SIQO, et sur les marchés visés (hors SIQO) ;
- Existence de ventes sous MDD ;
- Existence de mises en marché avec cumul de SIQO (ex AOP + AB) ;
- Convergence stratégique et tension entre les différents opérateurs et metteurs en marchés pour atteindre les marchés cibles ;
- Capacité des marchés à accepter une augmentation de la quantité ou du prix ;
- Cohérence entre l'image du produit (actuelle ou recherchée) et les marchés (actuels et visés) ;
- Valeur ajoutée espérée sur chaque marché, par type de présentation.

II – Eléments descriptifs du dynamisme des acteurs et du territoire

1. La dynamique des acteurs

- Investissements dans les outils de production ; existence de soutiens européens, nationaux, locaux ;
- Actions dans la recherche de nouveaux marchés ;
- Actions menées dans la communication/promotion au niveau local, à d'autres niveaux, dans la constitution de réseaux, internet ;

- Actions menées dans la formation/information pour de nouveaux opérateurs, pour des nouveaux utilisateurs (consommateurs ou utilisateurs «intermédiaires »).
- Actions/partenariats dans la recherche-expérimentation ;
- Réflexions sur les "changements d'échelle" liés à la reconnaissance du SIQO ;
- Réflexions sur la gestion des risques et des aléas ;
- Réflexions sur l'adaptation aux changements climatiques.

2. La dynamique territoriale

- Interactions entre le territoire et le SIQO : le territoire facteur de production/impact des modes de production sur le territoire (paysage par exemple) ; accès aux territoires nécessaire à la production du SIQO ; spécialisation/limites physiques et concurrence sur le territoire ; interdépendance des images ;
- Synergies/concurrence avec les autres acteurs locaux, attractivités réciproques entre le produit et le territoire ; association de l'ODG à des projets, dynamiques locales (paysage, culture, tourisme, patrimoine, gastronomie, éducation, biodiversité...) ; association à la gouvernance de structures locales ;
- Impacts sociaux (emplois) et environnementaux, directs, indirects ou induits.

B – Recommandation de variables clés pour la description de l'économie d'un SIQO

Un certain nombre des missions dévolues à la commission nationale « économie » concernent la valorisation et l'impact économique des SIQO.

Le chiffrage de ces éléments, et leur suivi dans le temps, nécessite de regrouper un certain nombre de données statistiques, par SIQO, regroupées dans une base de données.

La commission a dressé une première liste de données qu'elle juge nécessaires :

- Nombre d'opérateurs concernés par SIQO (identifié par SIRET, PACAGE, EVV), par catégorie d'opérateurs, taille des opérateurs (mini, maxi, moyenne) ;
- Quantités produites en vue du SIQO ;
- Quantités réellement commercialisées avec le SIQO (total et par marché)/part de marché ;
- Coûts de production ;
- Coûts de contrôle (externe, interne ?) ;
- Prix de transaction interne (en précisant le degré de conditionnement et la taille des lots) ;
- Prix à la première mise en marché du produit bénéficiant du SIQO (en précisant le circuit de distribution) ;
- Prix à la consommation (moyen et par marché) (en précisant le circuit de distribution) ;
- Quantités échangées (intra-UE) et exportées ;
- Valeur des exportations (et intra-UE) ;
- Emplois directs ou indirects, induits ;
- Autres aménités.

Certaines de ces données existent, mais nécessitent un travail de mise en commun. D'autres n'existent pas, et nécessitent donc de fond pour mettre au point les méthodologies permettant de les recueillir. Cette mise en commun et ce travail doivent se mener dans le cadre de la mise en place de l'Observatoire économique des SIQO, action en cours qui associe l'INAO, FranceAgriMer, le ministère chargé de l'agriculture, l'INRA et l'Agence Bio.